

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

14 JUILLET 2000

## Projet de loi portant suppression progressive de la contribution complémentaire de crise sur les revenus des personnes physiques

*Procédure d'évocation*

### RAPPORT

FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION  
DES FINANCES ET  
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES  
PAR M. ZENNER

Le présent projet de loi a été déposé le 3 juillet 2000 à la Chambre des représentants qui l'a adopté en séance plénière le 6 juillet et l'a transmis au Sénat le 7 juillet 2000.

Le gouvernement a demandé l'urgence en application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation.

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. De Grauwe, président; Caluwé, Mme Kestelijn-Sierens, de heren Maertens, Morael, Santkin, Siquet, Van den Brande et Zenner, rapporteur.

2. Membres suppléants : MM. Barbeaux, de Clippele et Mme Vanlerberghe.

3. Autres sénateurs : Mme de Bethune.

*Voir:*

Documents du Sénat :

2-508 - 1999/2000 :

N° 1: Projet transmis par la Chambre.

N° 2: Addendum.

N° 3: Amendements.

# BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1999-2000

14 JULI 2000

## Wetsontwerp tot geleidelijke afschaffing van de aanvullende crisisbijdrage op de inkomsten van de natuurlijke personen

*Evocatieprocedure*

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE FINANCIËN EN DE  
ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN  
UITGEBRACHT  
DOOR DE HEER ZENNER

Dit wetsontwerp werd op 3 juli 2000 ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers, op 6 juli aangenomen in plenaire vergadering en op 7 juli 2000 overgezonden aan de Senaat.

De regering heeft de spoedbehandeling gevraagd met toepassing van artikel 80 van de Grondwet en van artikel 12, § 2, van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie.

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren De Grauwe, voorzitter; Caluwé, mevr. Kestelijn-Sierens, de heren Maertens, Morael, Santkin, Siquet, Van den Brande en Zenner, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heren Barbeaux, de Clippele en mevrouw Vanlerberghe.

3. Andere senatoren : mevrouw de Bethune.

*Zie:*

Stukken van de Senaat :

2-508 - 1999/2000 :

Nr. 1: Ontwerp overgezonden door de Kamer.

Nr. 2: Addendum.

Nr. 3: Amendementen.

Le projet de loi a été évoqué le 11 juillet 2000, (voir *Bulletin du greffe*, n° 30, Addendum du 11 juillet 2000). Le délai d'examen par le Sénat expire le 16 octobre 2000.

La commission a examiné le projet de loi lors de sa réunion du 14 juillet 2000, en présence du ministre des Finances.

### I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DES FINANCES

Le ministre rappelle que le gouvernement a déposé l'année passée un projet de loi, devenu la loi du 24 décembre 1999 portant des dispositions fiscales et diverses, qui prévoyait la première phase du démantèlement de la contribution complémentaire de crise pour les revenus les plus bas et ce pour les années de revenu de 1999 et 2000.

Pour les revenus de moins de 850 000 francs, il s'agissait de supprimer un premier pourcent sur les revenus de 1999 (exercice d'imposition 2000) et un deuxième pourcent sur les revenus de 2000 (exercice d'imposition 2001). Pour ce qui concerne les revenus jusqu'à 1 200 000 francs, un premier pourcent a été supprimé sur les revenus de 2000 (exercice d'imposition 2001).

À l'époque, le ministre avait déjà annoncé l'intention du gouvernement de poursuivre la suppression intégrale de la cotisation complémentaire de crise, ce que concrétise le projet de loi à l'étude. Le gouvernement continue au même rythme, mais pour tous revenus, avec une suppression d'1 % par an pour arriver en 2003 (exercice d'imposition 2004) à une suppression intégrale de la contribution (également pour les revenus les plus élevés).

Le ministre ajoute que le gouvernement a l'intention d'adapter les précomptes professionnels à toutes les mesures déjà décidées en matière de réduction d'imposition. À partir de janvier 2001, ces précomptes seront également adaptés à la suppression progressive de la cotisation complémentaire de crise, avec pour objectif d'intégrer totalement cette suppression dans les précomptes pour les revenus de 2003.

Au 1<sup>er</sup> juillet 2000, une première adaptation des précomptes a été faite à concurrence d'une réduction d'environ 10 milliards de francs pour l'année. Une deuxième réduction des précomptes interviendra le 1<sup>er</sup> octobre 2000, pour le quatrième trimestre, à concurrence d'une vingtaine de milliards. Cela permettra d'aligner totalement les précomptes aux décisions d'indexation des barèmes fiscaux. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, le gouvernement intégrera aussi la suppression de la cotisation complémentaire de crise, puisque tous les revenus bénéficieront d'au moins 1 % de réduction de cette cotisation.

Le ministre souligne que ce projet a fait l'objet d'un accord unanime à la Chambre des représentants.

Het wetsontwerp werd op 11 juli 2000 (zie: *Griffiebulletin*, nr. 30, Addendum van 11 juli 2000). De onderzoekstermijn voor de Senaat verstrijkt op 16 oktober 2000.

De commissie heeft het ontwerp besproken tijdens haar vergadering van 14 juli 2000, in aanwezigheid van de minister van Financiën.

### I. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

De minister herinnert eraan dat de regering vorig jaar een wetsontwerp heeft ingediend, dat ondertussen de wet van 24 december 1999 houdende fiscale en diverse bepalingen is geworden. Die wet geeft de eerste aanzet tot de afbouw van de aanvullende crisisbijdrage maar heeft alleen betrekking op de laagste inkomens en de inkomensjaren 1999 en 2000.

Voor inkomens van minder dan 850 000 frank is een eerste percent op de inkomsten over 1999 (aanslagjaar 2000) geschrapt en een tweede percent op de inkomsten over 2000 (aanslagjaar 2001). Voor inkomsten tot 1 200 000 frank is een eerste percent op de inkomsten 2000 (aanslagjaar 2001) geschrapt.

Toentertijd heeft de minister aangekondigd dat de regering de bedoeling had de aanvullende crisisbijdrage volledig te schrappen en dat vindt zijn neerslag in het voorliggende ontwerp. De regering gaat voort met het schrappen van 1 % per jaar maar nu voor alle inkomens. Zo verdwijnt de aanvullende crisisbijdrage in 2003 (aanslagjaar 2004) ook voor de hoogste inkomens.

De minister voegt eraan toe dat de regering de bedrijfsvoorheffing wil aanpassen aan alle reeds vastgestelde maatregelen inzake belastingverlaging. Vanaf januari 2001 houdt deze voorheffing ook rekening met de geleidelijke afschaffing van de aanvullende crisisbijdrage. Het ligt in de bedoeling deze afschaffing volledig te verrekenen in de voorheffing inzake de inkomsten over 2003.

Op 1 juli 2000 werd de voorheffing een eerste maal aangepast, wat neerkomt op een vermindering met ongeveer 10 miljard frank over het jaar. Op 1 oktober 2000 komt er een tweede vermindering voor het vierde kwartaal, die een bedrag voorstelt van ongeveer twintig miljard frank. Zo kan men de voorheffing volledig afstemmen op de beslissing om de belastingchalen te indexeren. Vanaf 1 januari 2001 zal de regering ook het afschaffen van de bijkomende crisisbijdrage verrekenen omdat alle belastingplichtigen een verlaging van deze bijdrage van ten minste 1 % zullen genieten.

De minister onderstreept op dat de Kamer van volksvertegenwoordigers zich eensgezind voor dit ontwerp heeft uitgesproken.

## II. DISCUSSION

Un commissaire espère que l'on retrouvera aussi cette unanimité au Sénat. Cette contribution a été créée dans le contexte d'une crise économique. Il convient maintenant de la supprimer étant donné que nous vivons une période de haute conjoncture, et, d'autre part, parce que l'assainissement budgétaire a été réalisé par les gouvernements précédents.

D'après l'intervenant, c'est un aspect positif que de commencer la suppression de cette contribution complémentaire de crise par les revenus les plus bas, à la fois pour des raisons sociales évidentes, mais également pour des raisons économiques. On sait que la propension marginale à consommer est plus élevée dans les bas revenus. Par conséquent, si l'on allège d'abord la fiscalité sur les bas revenus, on aura un impact économique d'autant plus important sur la consommation. On sait qu'un des porteurs de la croissance économique actuelle est la consommation intérieure.

Comme il a été dit pendant les travaux à la Chambre, la mesure n'apparaît pas neutre vis-à-vis du choix de vie. En effet, le revenu imposable de deux cohabitants est inférieur à celui d'un couple marié. Les deux premiers bénéficieront donc plus rapidement de la suppression de la contribution complémentaire de crise que le couple marié, du moins pendant la période transitoire, non pas en cours d'année lorsque l'on paie le précompte professionnel, mais au moins au moment de l'enrôlement.

Le membre souhaiterait — puisque le gouvernement annonce une réforme de la fiscalité dans les années à venir — que l'on y tienne compte de cet élément de discrimination vis-à-vis des couples mariés.

L'intervenant demande au ministre quel est le coût budgétaire du projet en 2000, 2001 et 2002, sachant qu'il y aura des marges budgétaires mais que cette mesure va commencer à entamer ces marges et que ce sera sur le solde qu'il y aura lieu de discuter de la répartition entre les divers objectifs que les partis de la majorité proposent.

Le ministre confirme qu'une discrimination transitoire à l'égard des couples mariés est inévitable, à l'exclusion de ce qui est déjà fait en matière de précomptes professionnels. Le gouvernement, malheureusement, ne peut que continuer à appliquer un système de globalisation des revenus qui existe depuis longtemps en Belgique. Il supprime ici une cotisation de crise telle qu'elle a été instaurée dans le cadre de la législation actuelle. Le ministre peut comprendre que l'on souhaite de plus en plus mettre fin à des discriminations que l'on a laissé perdurer pendant plusieurs années.

## II. BESPREKING

Een lid spreekt de hoop uit dat het ontwerp ook in de Senaat op eenparigheid kan rekenen. Deze belasting is ontstaan tegen de achtergrond van een economische crisis. Thans is ze aan afschaffing toe omdat wij een periode van hoogconjunctuur kennen en voorts ook omdat de vorige regeringen de begroting hebben gesaneerd.

Spreker vindt het lovenswaardig dat men deze bijkomende crisisbijdrage eerst voor de laagste inkomens afschaft. Daar zijn uiteraard sociale redenen voor maar er gelden ook economische redenen. Bekend is dat de marginale consumptiequote bij laagste inkomens hoger ligt. Indien men bijgevolg eerst de fiscale druk op de lage inkomens vermindert, zal dat ruimere economische gevolgen hebben voor de consumptie. Zoals men weet is de binnenlandse consumptie een hefboom van de huidige economische groei.

Tijdens de bespreking in de Kamer is ook gezegd dat deze maatregel niet dezelfde gevolgen tot stand brengt voor de verschillende samenlevingsvormen. Immers, het belastbaar inkomen van twee samenwonenden is lager dan dat van twee gehuwden. De samenwonenden zullen dus eerder de voordelen genieten van het afschaffen van de aanvullende crisisbijdrage dan het gehuwd stel althans in het overgangsstadium, niet dus tijdens het jaar waarin men de bedrijfsvoorheffing betaalt maar op het tijdstip van de inkohiering.

Aangezien de regering voor de volgende jaren een belastinghervorming in het vooruitzicht stelt, wenst spreker dat men rekening houdt met deze vorm van discriminatie tegenover gehuwden.

Spreker vraagt aan de minister hoeveel dit ontwerp aan de begroting kost in 2000, in 2001 en 2002. Men weet dat er manoeuvreerruimte op de begroting is maar deze maatregel zal de manoeuvreerruimte aantasten en er zal gepraat moeten worden over de verdeling van het saldo tussen de verschillende doelstellingen van de meerderheidspartijen.

De minister bevestigt dat er tijdelijk een discriminatie zal zijn van gehuwden, maar niet voor hetgeen reeds is gebeurd inzake de bedrijfsvoorheffing. De regering kan jammer genoeg nog niet raken aan de regeling van de samenvoeging van de inkomsten, die in België al lang bestaat. Nu wordt een crisisbelasting afgeschafd die indertijd is ingevoerd. De minister heeft er begrip voor dat men een einde wil maken aan discriminaties die al vele jaren blijven bestaan.

Le ministre déclare que la première priorité de la réforme fiscale annoncée portera sur cette suppression des discriminations. Il a veillé que les orientations de ces suppressions de discriminations puissent être présentées en commission à la Chambre. Il rappelle également que la discrimination en cause n'existe qu'à l'égard des couples à double revenu. Pour les couples mariés bénéficiant d'un seul revenu ou de deux revenus dont un des deux est relativement faible, la discrimination joue à l'avantage des couples mariés. À peu près 1 million de ménages bénéficient d'un avantage par le biais du quotient conjugal.

Pour ce qui concerne le coût budgétaire, le ministre renvoie aux perspectives économiques 2000-2005 du Bureau fédéral du Plan (avril 2000), où la problématique des marges budgétaires a été abordée ainsi que l'impact de la suppression de la cotisation complémentaire de crise. Le tableau 35 de cette étude reprend le coût *ex ante* par exercice d'imposition du démantèlement complet de la cotisation en essayant de voir quel serait l'impact dans les rôles et dans les précomptes. En ce qui concerne les rôles, l'impact est beaucoup plus faible puisqu'il s'agit d'un remboursement *ex post*. Si on travaille aussi dans les précomptes, le coût budgétaire est plus élevé. D'après le Bureau fédéral du Plan, ce coût varie de 7 milliards, précomptes compris, en 2001 à 17,8 milliards en 2002 et 42,1 milliards en 2003. Il est clair que l'opération de précompte ne se fait qu'une seule fois.

Le ministre signale qu'à ses yeux une diminution des prélèvements fiscaux ne constitue pas une dépense pour l'État. Il ne pense pas que tout franc gagné par un citoyen appartient à l'État et que l'État fasse une dépense fiscale en décidant de laisser un franc de son revenu au citoyen.

Le Bureau du Plan aussi a fait observer que ce démantèlement de la cotisation complémentaire de crise entraîne une augmentation du PIB de 0,2 % ainsi qu'une augmentation de l'emploi de 3 700 unités.

Un autre commissaire demande au ministre si la contribution complémentaire de crise pourrait être supprimée intégralement de manière anticipée? En effet, la croissance économique sera probablement plus importante que prévue. Sur quel taux de croissance le Bureau du plan a-t-il basé ses prévisions?

Le ministre souligne que les chiffres du Bureau du plan ne sont pas les mêmes que ceux qui ont été utilisés pour élaborer le budget. Le gouvernement s'est basé sur une croissance de 2,5 %. Les taux de croissance utilisés par le Bureau du plan étaient légèrement supérieurs. L'incidence de cette différence dans les prévisions est toutefois minime.

Un membre trouve utile de rappeler que la cotisation complémentaire de crise a été décidée à un moment où elle avait une raison d'être en fonction de la situation budgétaire du pays. Il est vrai que cette

De minister verklaart dat bij de aangekondigde belastinghervorming prioriteit gegeven zal worden aan het wegwerken van discriminaties. Hij heeft ervoor gezorgd dat aan de Kamercommissie wordt meegedeeld op welke wijze die discriminaties weggemerkt zullen worden. Hij herinnert er ook aan dat de discriminatie alleen geldt voor gezinnen met een dubbel inkomen. Voor de gehuwden met één enkel inkomen of met twee inkomens waarvan het ene vrij bescheiden is, is de discriminatie in het voordeel van de gehuwden. Ongeveer 1 miljoen gezinnen genieten een voordeel via het huwelijksquotiënt.

Wat de weerslag op de begroting betreft verwijst de minister naar de economische vooruitzichten 2000-2005 van het Federaal Planbureau (april 2000): daarin wordt een onderzoek gedaan naar de begrotingsmarges en naar de invloed van de afschaffing van de aanvullende crisisbijdrage op de begroting. Tabel 35 van die studie geeft een overzicht van de kostprijs *ex ante* per aanslagjaar van de volledige afschaffing van de bijdrage en berekent wat de invloed is op de aanslagen en de voorheffingen. Wat de aanslagen betreft, is de invloed veel geringer aangezien het om een terugbetaling *ex post* gaat. Houdt men ook rekening met de voorheffing, dan is de budgettaire kostprijs veel hoger. Volgens het Federaal Planbureau varieert die kostprijs van 7 miljard — voorheffing inbegrepen — in 2001 tot 17,8 miljard in 2002 en 42,1 miljard in 2003. Het is duidelijk dat die operatie niet ineens kan gebeuren.

Volgens de minister is een vermindering van de fiscale heffingen geen uitgave voor de Staat. Hij denkt niet dat iedere frank die een burger verdient, aan de Staat behoort en dat iedere frank die de Staat aan de burger laat, een fiscale uitgave is.

Het Planbureau heeft er ook op gewezen dat de afschaffing van de aanvullende crisisbijdrage een verhoging van het BBP met 0,2 % tot gevolg heeft, alsook een stijging van het aantal arbeidsplaatsen met 3 700.

Een ander commissielid vraagt de minister of de aanvullende crisisbijdrage eventueel vervroegd totaal zou kunnen worden afgeschaft. De economische groei zal immers vermoedelijk hoger uitvallen dan gepland. Van welk groeicijfer is het Planbureau in haar vooruitzichten uitgegaan?

De minister wijst erop dat de cijfers van het Planbureau niet dezelfde zijn als die gebruikt voor de begrotingsopmaak. De regering ging uit van een groeicijfer van 2,5 %. De groeicijfers gehanteerd door het Planbureau lagen lichtjes hoger. Het impact van dit verschil in de vooruitzichten is echter minimaal.

Een lid wil er eerst op wijzen dat men de aanvullende crisisbijdrage heeft ingevoerd toen de budgettaire toestand van het land daarom vroeg. Ondertussen is de toestand erop vooruit gegaan en te hopen

situation s'est améliorée et il est à espérer que cela durera très longtemps. L'intervenant salue la décision du gouvernement de résorber cette cotisation en priorité pour les plus faibles.

Le commissaire se demande si le gouvernement ne pouvait pas aller plus vite dans le démantèlement de la cotisation. Est-ce qu'il y a des arguments objectifs qui expliquent les raisons de l'étalement ?

Le ministre répond qu'il ne souhaite pas porter de jugement sur les choix qui ont été opérés dans le passé. Il explique qu'il a proposé le calendrier de l'étalement au gouvernement au cours de l'année 1999 en fonction du programme de stabilité. Le ministre défend l'idée que la Belgique sort d'une crise des finances publiques mais s'est engagée à atteindre l'équilibre budgétaire en 2002. Le gouvernement a anticipé cet équilibre budgétaire pour entamer la suppression de la cotisation complémentaire de crise dès 1999. Aujourd'hui, le gouvernement pense pouvoir atteindre l'équilibre budgétaire en 2001, voire en 2000 encore.

Par conséquent, le ministre des Finances a proposé d'accélérer la suppression de ladite cotisation. Le choix du gouvernement a été de maintenir le calendrier de suppression définitive de la cotisation mais d'accélérer son impact dans les précomptes. Cela représente un coût budgétaire de 30 milliards de francs à répartir sur 1, 2 ou 3 ans. La conséquence en est que tous les contribuables, quel que soit leur niveau de revenus, constateront un début de suppression dans les précomptes dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Cette mesure s'ajoute à la mesure d'indexation complète des barèmes fiscaux que l'on répercute aussi dans les précomptes. Depuis les indexations partielles des barèmes en 1990 et 1993, pour les plus bas revenus, une part de l'indexation a été maintenue, mais on a continué à prélever des précomptes plus élevés. En fait, on demandait aux revenus les plus faibles de préfinancer l'État par les précomptes, l'État remboursant l'année suivante. C'est pourquoi cette année-ci la mesure a été intégrée dans les précomptes.

Ces mesures étant prises, le gouvernement compte s'atteler à la réforme fiscale proprement dite. Le débat sur les moyens à mettre en œuvre à cet effet, pourra avoir lieu en septembre 2000. Le ministre estime que la première des priorités sera de mettre fin à des discriminations, et puis seulement de se poser la question des moyens disponibles pour une réduction généralisée de la pression fiscale sur le travail. On ne peut pas répéter sans arrêt qu'il existe des discriminations dans le système fiscal alors que l'on a mis en place une Cour d'arbitrage pour lutter — par voie d'annulation — contre ces discriminations, d'une part, et les maintenir lorsque l'on fait une réforme fiscale, d'autre part.

valt dat die tendens duurzaam is. Spreker verklaart het eens te zijn met de regering om de bijdrage eerst voor de economisch zwakkeren af te schaffen.

Het lid vraagt of de regering niet meer vaart kan zetten achter die afschaffing. Kan zij zich op objectieve argumenten beroepen om een gespreide afschaffing te verantwoorden ?

De minister antwoordt dat hij zich niet wil uitspreken over keuzen die in het verleden zijn gemaakt. Hij wijst erop dat hij in 1999 aan de regering een tijdschema voor de spreiding heeft voorgesteld dat rekening hield met het stabiliteitsprogramma. De minister bevestigt dat ons land een crisis van de openbare financiën achter de rug heeft en tegen 2002 een begrotingsevenwicht wil realiseren. De regering is daarop vooruit gelopen en is in 1999 reeds begonnen met de afschaffing van de aanvullende crisisbijdrage. Bij de huidige stand van zaken meent de regering het begrotingsevenwicht te bereiken in 2001, misschien zelfs nog in 2000.

Bijgevolg heeft de minister van Financiën voorgesteld de bedoelde bijdrage nog vroeger af te schaffen. De regering heeft ervoor gekozen het tijdschema inzake de definitieve afschaffing te behouden doch de doorberekening in de voorheffing te bespoedigen. Aan de begroting kost dat 30 miljard frank, te spreiden over een, twee of drie jaar. Zo zullen alle belastingplichtigen, ongeacht hun inkomen, merken dat de afschaffing vanaf 1 januari 2001 begint door te werken in de voorheffing.

Deze maatregel komt bij de algehele indexering van de belastingschalen die men ook doorberekent in de voorheffing. Sedert de gedeeltelijke indexering van de belastingschalen in 1990 en 1993 voor de laagste inkomens is de indexering voor een deel behouden, doch is men een hogere voorheffing blijven inhouden. In feite kwam het hierop neer dat men personen met de laagste inkomens gevraagd heeft de Staat via de voorheffingen voor te financieren. De Staat stortte dan tijdens het daaropvolgende jaar terug. Daarom wordt dit jaar de maatregel verrekend in de voorheffing.

Nu die maatregelen genomen zijn, wil de regering de eigenlijke belastinghervorming aanvatten. Bijgevolg kan het debat over de manier waarop dat moet gebeuren, in september 2000 gehouden worden. Volgens de minister moet men allereerst een eind maken aan een aantal vormen van discriminatie en pas daarna nagaan hoe men een algehele vermindering van de belastingdruk op arbeid kan bereiken. Het heeft geen zin erop te blijven hameren dat het belastingstelsel discriminerend werkt nu we beschikken over een Arbitragehof dat via nietigverklaring kan optreden tegen die vormen van discriminatie enerzijds en ze in stand houden wanneer men tot een belastinghervorming overgaat anderzijds.

Un commissaire constate que le projet de loi ne vise pas à diminuer la contribution complémentaire de crise en matière d'impôt des sociétés. Est-ce qu'il est envisagé de démanteler à l'avenir cet impôt de crise ?

Le ministre répond que le choix qui a été fait est de diminuer la pression fiscale et parafiscale sur le travail. Cela signifie que le gouvernement a diminué la pression fiscale pour les particuliers. Le gouvernement a aussi diminué la pression parafiscale en diminuant les cotisations sociales personnelles sur les revenus les plus bas. En ce qui concerne les sociétés, le choix est le même, et notamment de diminuer la pression sur le travail. La meilleure façon de le faire est de diminuer les charges sociales patronales. Cela a été fait au 1<sup>er</sup> avril 2000. Par contre, en ce qui concerne la fiscalité des sociétés, une diminution de l'ISOC n'entraîne malheureusement pas automatiquement une diminution de la pression sur le travail. Dans les sociétés, l'intensité de la main-d'œuvre peut être très variable. Le ministre demandera à la section Fiscalité du Conseil supérieur des finances de lui remettre un avis pour la fin de l'année 2000 sur la manière d'entamer la réforme de l'impôt des sociétés telle que prévue à l'accord de gouvernement, c'est-à-dire de diminuer le taux nominal de taxation pour se rapprocher du taux effectif en compensant dès lors cette diminution par la suppression d'un certain nombre de déductibilités.

Un membre souligne que le gouvernement aime à dire qu'il a mis fin à la crise. Le projet de loi à l'examen contredit cependant cette affirmation et, pour certains, la crise persistera jusqu'à l'exercice d'imposition 2004. Pour les personnes mariées, par exemple, elle durera plus longtemps que pour les personnes non mariées. L'intervenant dit être déçu par ce constat. Lors de l'examen de la loi-programme du 24 décembre 1999, il avait déjà souligné que la mesure allait aggraver la discrimination fiscale qui frappe les personnes mariées.

Le présent projet de loi ne tient pas compte de cette critique. C'est pourquoi MM. Caluwé et Van den Brande déposent l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 2-508/3). Les personnes mariées auront certes l'impression que la crise est terminée pour elles, dans la mesure où elles bénéficieront de la diminution du précompte professionnel, mais au terme du décompte, elles devront rendre ce qu'elles auront gagné. Pour les sociétés, la crise se prolongera également au-delà de l'actuelle législature. Elles devront en effet continuer à verser intégralement la contribution de crise. Cette contribution que l'on peut considérer comme un impôt pourrait être maintenue jusqu'en 2020.

Le ministre est convaincu que, pour les contribuables, la suppression de la contribution de crise de 3 % ne sera pas perçue comme un avantage illusoire.

Een lid stelt vast dat het ontwerp de aanvullende crisisbijdrage in de vennootschapsbelasting niet vermindert. Lig het in de bedoeling deze crisisbijdrage in de toekomst af te schaffen ?

De minister antwoordt dat men ervoor gekozen heeft de druk van de fiscaliteit en de parafiscaliteit op arbeid te verlichten. Het komt erop neer dat de regering de belastingdruk op particulieren heeft vermindert. De regering heeft ook de parafiscale druk verlicht door de persoonlijke sociale bijdragen op de laagste inkomens te verminderen. Voor de vennootschappen geldt dezelfde keuze en wil men dus ook de druk op arbeid verlichten. Het verminderen van de werkgeversbijdragen vormt daartoe het aangewezen middel. Sedert 1 april 2000 is dat een voldongen feit. Daar staat echter tegenover dat een vermindering van de vennootschapsbelasting voor de vennootschappen jammer genoeg niet automatisch leidt tot een vermindering van de druk op arbeid. Bij vennootschappen kan het aantal arbeidskrachten zeer uiteenlopend zijn. De minister verzoekt de afdeling Fiscaliteit van de Hoge Raad van Financiën hem tegen eind 2000 van advies te dienen over de manier waarop hij de vennootschapsbelasting kan wijzigen zoals in het regeerakkoord vermeld staat. Dit betekent het nominale belastingtarief verlagen om het op het werkelijk tarief af stemmen en die vermindering compenseren door een aantal aftrekken te schrappen.

Een lid wijst erop dat de regering er graag mee uitpakt dat met haar de crisis voorbij is. Het voorliggend ontwerp spreekt dit echter tegen en voor sommigen blijft de crisis nog aanslepen tot het aanslagjaar 2004. Zo zal voornamelijk voor de gehuwden de crisis nog wat langer voortduren dan voor de niet-gehuwden. Spreker is daarover teleurgesteld. Hij had bij de bespreking van de programmawet van 24 december 1999 reeds gewezen op de verergering van de fiscale discriminatie die de gehuwden door deze maatregel ondergaan.

Dit ontwerp houdt met deze kritiek geen rekening. Vandaar dienen de heren Caluwé en Van den Brande het amendement nr. 1 in (Stuk Senaat, nr. 2-508/3). De gehuwden zullen wel de indruk krijgen dat voor hen de crisis voorbij is vermits ze wel zullen meegenieten van de verlaging van de bedrijfsvoorheffing maar ze zullen dit bij de afrekening opnieuw moeten afdragen. Ook voor de vennootschappen zal de crisis duren tot na deze regeerperiode vermits voor hen de crisisbijdrage onverkort blijft bestaan. Misschien blijft die belasting wel bestaan tot 2020.

De minister is ervan overtuigd dat de belastingplichtigen het wegvallen van de crisisbijdrage van 3 % geen illusie zullen vinden.

Un autre commissaire demande au préopinant s'il préfère qu'on réduise par priorité la pression fiscale sur les sociétés ou celle sur les revenus du travail.

Le préopinant déclare qu'il a simplement voulu appliquer jusqu'au bout la logique du gouvernement et que celui-ci doit veiller, s'il affirme que la crise est terminée, à être cohérent et doit décider de supprimer la contribution de crise des sociétés.

Un membre déclare soutenir le démantèlement progressif de la contribution complémentaire de crise, surtout si on commence par les revenus les plus bas. Il pense que la progressivité est tout à fait équitable, tant sur le plan social que fiscal. Il ne voudrait pas que l'on donne l'impression que le pays soit totalement sorti de la crise. Quand on regarde le taux d'endettement global du pays, le nombre de ménages qui n'ont que le minimum de moyens d'existence, le taux d'activité assez faible par rapport à nos concurrents, le fait que la Belgique ait un des taux d'investissements publics les plus bas de l'Europe, etc., il est clair qu'on n'est pas arrivé dans une période d'euphorie où toutes les vanes peuvent être lâchées. Il est vrai qu'au plan du budget annuel, du déficit budgétaire et des surplus éventuels dégagés dans quelques années, la situation s'est nettement améliorée.

Toutefois, au plan structurel sur le long terme, sans même parler des risques d'augmentation des taux d'intérêt, nous sommes loin d'être sortis d'une situation difficile. Par conséquent, il est logique que le gouvernement soit prudent, avance progressivement et inscrive cette progressivité dans une priorité aux revenus les plus faibles.

L'intervenant n'est pas sûr que la discrimination fiscale des ménages mariés à deux revenus soit la priorité sociale la plus criante. Quoi que l'on fasse en matière fiscale, les ménages qui sont en dessous du minimum imposable n'en verront pas le bénéfice. Or, si l'on veut augmenter le taux d'activité et le salaire «poche» de personnes qui, sortant éventuellement d'une situation d'assistance sociale, passent à une activité professionnelle, il faut que ces personnes remarquent elles-aussi une série d'effets qui augmentent le salaire «poche» une fois qu'elles commencent à travailler.

Deuxièmement, en termes de discriminations, pour les ménages non-mariés à deux revenus, le quotient conjugal ne s'applique pas, ce qui peut atteindre plusieurs dizaines de milliers de francs selon le niveau des revenus. Le commissaire est d'avis que si l'on s'attaque aux discriminations, il faut le faire aussi bien entre couples mariés et non-mariés qu'entre couples à deux revenus et couples à un seul revenu. Le groupe de l'intervenant est partisan d'un quotient de cohabitation qui ferait en sorte que, tout ménage qui, par choix ou simplement via les aléas de la vie, ne bénéficie que d'un seul revenu, serait traité sur un

Een ander lid vraagt aan de vorige spreker waar hij de voorkeur aan geeft: een vermindering van de belastingdruk op de vennootschappen dan wel op de inkomsten uit arbeid.

De vorige spreker stelt dat hij alleen de logica van de regering wil doortrekken. Als zij beweert dat de crisis voorbij is, dan moet zij ook consequent zijn en de crisisbijdrage voor de vennootschappen afschaffen.

Een lid zegt zijn steun toe aan de geleidelijke afschaffing van de aanvullende crisisbijdrage, vooral als er begonnen wordt met de laagste inkomens. Zowel sociaal als fiscaal lijkt het hem volkomen billijk dat dit geleidelijk gebeurt. Hij vindt dat niet de indruk gewekt mag worden dat het land de crisis al volkomen te boven is. Bekijkt men de totale schuldenlast van België, het aantal gezinnen dat moet leven van het bestaansminimum, de vrij geringe participatiegraad vergeleken met onze concurrenten, het feit dat de overheidsinvesteringen in België bij de laagste van Europa gerekend worden, enz., dan is het duidelijk dat we ons niet mogen overgeven aan euforie en alle teugels vieren. Wel is een duidelijke verbetering opgetreden op het vlak van de jaarlijkse begroting, het begrotingstekort en de eventuele overschotten voor de komende jaren.

Op structureel vlak en op de lange termijn is het zeker niet zo dat we uit de problemen zijn, en dan hebben we het nog niet gehad over het risico van een stijging van de rentevoeten. Bijgevolg is het logisch dat de regering voorzichtig en geleidelijk tewerkgaat en prioriteit verleent aan de laagste inkomens.

Spreker is er niet van overtuigd dat het wegwerken van de fiscale discriminatie van gehuwden met twee inkomens de hoogste prioriteit verdient. Welke fiscale maatregelen men ook neemt, de gezinnen die onder het belastbaar minimum zitten, zullen er geen voordeel uit halen. Indien men echter de participatiegraad en het nettoloon wil verhogen van mensen die, eventueel na een periode als bijstandstrekker, opnieuw gaan werken, dan moet ervoor gezorgd worden dat ook die mensen merken dat hun nettoloon stijgt als ze opnieuw gaan werken.

Ten tweede zijn er de niet-gehuwden met twee inkomens voor wie het huwelijksquotiënt niet van toepassing is, wat een verschil kan maken van verscheidene tienduizenden franken naar gelang van het inkomensniveau. Het lid meent dat zowel de discriminatie tussen gehuwde en niet-gehuwde paren als de discriminatie tussen paren met twee inkomens en paren met één inkomen moet worden aangepakt. De fractie van spreker is voorstander van een samenlevingsquotiënt zodat gezinnen die, uit vrije keuze of door omstandigheden, slechts één inkomen hebben, op voet van gelijkheid worden behandeld. Uiteraard

ped d'égalité. Il est évident qu'il faudra d'abord évaluer le coût global de la lutte contre les discriminations et, éventuellement, l'étaler dans le temps.

Un autre commissaire partage cette analyse. Le ministre a annoncé un débat de fond sur la fiscalité. Il s'agira de mesures extrêmement importantes. Les mesures que l'on prend ici ne sont que marginales. Le débat futur ne peut pas uniquement se baser sur l'amélioration de la situation économique puisque la conjoncture est cyclique.

Le ministre partage cette analyse. Son ambition est de déposer une réforme fiscale où l'ensemble des thèmes abordés pourra figurer. En ce qui concerne les moyens budgétaires disponibles, le ministre pense que pour la réforme fiscale, ils ne proviennent pas d'une meilleure conjoncture mais de l'assainissement des finances publiques, qui fait qu'il ne se justifie plus de maintenir un prélèvement beaucoup plus élevé en Belgique que dans les pays voisins.

C'est au fur et à mesure de la réduction sensible de la charge de la dette que l'on arrive à dégager des moyens pour une réduction de la pression fiscale. Le problème est de savoir si, pour d'autres raisons que la dette, l'on souhaite maintenir une pression fiscale plus élevée qu'à l'étranger. La réforme tentera de nous rapprocher de la moyenne des pays voisins. Toutefois, ces pays voisins sont en train eux-mêmes de diminuer leur propre pression fiscale et donc de faire encore baisser la moyenne.

Un membre s'étonne que ces dispositions ne figurent pas dans la loi-programme (doc. Sénat, n° 2-522/2). Il déplore qu'un tel projet soit examiné aussi tard dans l'année parlementaire. Une telle manière de procéder est, par essence, antidémocratique et témoigne d'une absence de vision globale. Se pose la question de savoir comment ce projet cadre avec l'État social actif dont le gouvernement n'arrête pas de parler. La plus grande participation à la vie active est en soi un élément dont il faut se réjouir. Reste cependant à savoir si, eu égard à l'évolution démographique dans notre pays, cet État social actif peut assurer le bien-être global des gens. D'ici 2015, la population enregistrera une diminution de 16 % du nombre de jeunes mais une augmentation de 30 % du nombre de personnes de 65 ans et plus et même une augmentation de 40 % du nombre de personnes de 80 ans et plus. Cette approche ne procède-t-elle pas d'une vision trop étriquée des choses ?

Cet intervenant se demande en outre, au vu des marges budgétaires qui se dégagent, comment on peut justifier de ne rien entreprendre pour réduire la pression fiscale sur les personnes mariées.

En réponse à cette dernière question, le ministre fait référence à la réforme annoncée de l'impôt des personnes physiques. D'autre part, l'objectif du gouvernement est d'arriver à un taux de participation plus élevé grâce à une politique de diminution de la

moet eerst de totale kostprijs van het wegwerken van de discriminatie worden berekend, waarna de maatregelen eventueel in de tijd gespreid kunnen worden.

Een ander lid is het met die analyse eens. De minister heeft een inhoudelijk debat over de fiscaliteit aangekondigd. Het zal dan gaan over uiterst belangrijke maatregelen terwijl de hier genomen maatregelen slechts marginaal zijn. Het toekomstige debat mag niet alleen uitgaan van een verbeterde economische toestand aangezien de conjunctuur cyclisch is.

De minister valt die zienswijze bij. Hij wil een fiscale hervorming waarin alle thema's aan bod kunnen komen. Wat de beschikbare begrotingsmiddelen betreft, meent de minister niet dat ze zullen voortkomen uit een betere conjunctuur maar wel uit de sanering van de overheidsfinanciën, niet meer wat rechtvaardigt dat de belastingheffing in België veel hoger blijft dan in de omliggende landen.

Naarmate de schuldenlast fors vermindert, zullen er middelen worden vrijgemaakt om de belastingdruk te verlagen. Het is de vraag of men, om andere redenen dan de overheidsschuld, een hogere belastingdruk dan in het buitenland wenst te behouden. De belastinghervorming beoogt België op het gemiddelde van de buurlanden te brengen. Die landen zijn echter zelf bezig hun belastingdruk te verminderen, waardoor het gemiddelde nog verder verlaagt.

Een lid verwondert er zich over dat deze bepalingen niet in de programmawet (Stuk Senaat, nr. 2-522/2) werden opgenomen. Hij beklagt zich erover dat dergelijk ontwerp nog zo laat op het parlementair jaar in behandeling wordt genomen. Een dergelijke werkwijze is in wezen anti-democratisch en getuigt niet van een globale visie. De vraag rijst hoe dit ontwerp kadert in de actieve welvaartsstaat waar de regering de mond vol van heeft. De grotere arbeidsparticipatie op zich is toe te juichen. De vraag is evenwel of gezien de demografische evolutie in ons land deze actieve welvaartsstaat een oplossing kan bieden voor het globale welzijn van de mensen. In 2015 zullen er 16 % minder jongeren zijn, 30 % vijftenzestigplussers en zelfs 40 % meer tachtigjarigen. Is de aanpak niet te eenogig ?

Deze spreker vraagt zich verder af hoe — gegeven het vrijkomen van budgettaire ruimte — kan verantwoord worden dat geen stappen gezet worden om het huwelijk fiscaal minder hard aan te pakken.

Voor een antwoord op deze laatste vraag verwijst de minister naar de aangekondigde hervorming van de personenbelasting. Anderzijds bestaat de doelstelling van de regering erin naar een hogere participatiegraad te streven door een politiek van verminde-



pression fiscale sur les revenus du travail et une réduction des charges sociales. Le présent projet de loi concerne toutefois moins l'objectif d'un État social actif que l'assainissement des finances publiques.

Nous avons indiscutablement traversé une crise des finances publiques. À présent, nous nous dirigeons vers l'équilibre budgétaire. La Belgique s'était engagée envers l'Union européenne à atteindre cet équilibre en 2002. Sauf rechute de la croissance économique, il sera peut-être possible d'atteindre cet équilibre cette année encore.

La charge de la dette diminue de manière continue. Il est parfaitement faisable d'arriver à un taux d'endettement de moins de 100 % du PIB en 2003. Le ministre trouve donc normal de supprimer une contribution de crise dans le cadre d'un tel assainissement des finances publiques. Le projet contribue indirectement à accroître dans notre pays le taux de participation, qui est un des plus bas d'Europe.

Un membre souligne à propos de ce chiffre qu'il y a une très nette différence entre le nord et le sud du pays.

Le ministre réplique qu'il y a aussi des différences entre les provinces et les différentes sous-régions. Il répète qu'une baisse de 3 % de la fiscalité du travail contribuera à accroître le taux de participation. Il paraît logique de lui donner la priorité plutôt qu'à la suppression de la contribution de crise pour les sociétés.

### III. DISCUSSION DE L'AMENDEMENT

Un des auteurs de l'amendement n° 1 (Doc. Sénat, n° 2-208/3, 1999-2000) déclare que cet amendement est identique à l'amendement n° 1 déposé à la Chambre (Doc. Chambre, n° 50-781/2). Il déplore que le gouvernement n'y ait donné aucune suite.

L'intervenant estime que l'on est loin d'avoir une unanimité au sein de la majorité pour mettre fin aux discriminations fiscales à l'égard des personnes mariées. La mesure proposée ici va même dans le sens contraire. Comment peut-on justifier en effet qu'un couple marié dont chaque conjoint gagne 650 000 francs continue à payer une contribution de crise jusqu'en 2003 alors qu'un couple de cohabitants, gagnant chacun 800 000 francs, ne paiera plus de contribution de crise dès 2001. L'amendement tend à supprimer cette discrimination. Alors qu'au cours de la discussion de la loi-programme du 24 décembre 1999, le gouvernement pouvait encore prétendre qu'il s'agissait d'un effet secondaire indésirable, on peut considérer aujourd'hui qu'il s'agit d'une politique délibérée.

ring van de fiscale druk op inkomens uit arbeid en een vermindering van de sociale lasten. Voorliggend wetsontwerp houdt evenwel meer verband met de sanering van de openbare financiën dan met het objectief van een actieve welvaartsstaat.

Wat de crisissituatie betreft, die was er in de openbare financiën. Nu evolueren we naar een begroting in evenwicht. Tegenover de Europese Unie had België zich ertoe geëngageerd dit in 2002 te bereiken. Wanneer er geen terugval komt in de economische groei is het misschien reeds mogelijk dit evenwicht dit jaar nog te bereiken.

Ook de schuldenlast wordt gestaag afgebouwd. Het is perfect haalbaar om tot een schuldgraad van minder dan 100 % van het BBP te komen in 2003. Het is volgens de minister dan ook normaal om een crisisbijdrage af te schaffen in een dergelijke periode van sanering van de openbare financiën. Het ontwerp draagt onrechtstreeks bij tot de verhoging van de participatiegraad in ons land, die een van de laagste van Europa is.

Een lid is wijst erop dat er een zeer groot verschil bestaat in dit cijfer tussen het noorden en het zuiden van het land.

De minister repliceert hierop dat er ook verschillen terzake bestaan tussen de verschillende subregio's en provincies. Hij herhaalt dat de vermindering van de belasting op arbeid met 3 % zal bijdragen tot de verhoging van die participatiegraad. Het lijkt logisch hieraan een hogere prioriteit te geven dan aan de afschaffing van de crisisbijdrage voor de vennootschappen.

### III. BESPREKING VAN HET AMENDEMENT

Een van de indieners van het amendement nr. 1 (Stuk Senaat, nr. 2-208/3) stelt dat dit amendement identiek is aan het amendement nr. 1 ingediend in de Kamer (Stuk Kamer, nr. 50-781/2). Hij betreurt het dat de regering er daar geen gevolg aan heeft gegeven.

De spreker meent dat binnen de meerderheid nog lang geen eensgezindheid bestaat om een einde te maken aan de fiscale discriminaties ten aanzien van de gehuwden. De hier voorgestelde maatregel gaat zelfs in de tegenovergestelde richting. Het valt niet te verantwoorden dat een gehuwd koppel, waarvan iedere partner 650 000 frank verdient, tot 2003 een crisisbijdrage blijft betalen, terwijl een ongehuwd samenwonend koppel, waarvan elk van de partners 800 000 frank verdient in 2001 reeds geen crisisbijdrage meer betaalt. Het amendement strekt ertoe deze discriminatie te doen verdwijnen. Bij de programma-wet van 24 december 1999 kon de regering nog voorhouden dat het om een ongewild neveneffect ging, nu kan men echter ervan uitgaan dat het om een bewuste politiek gaat.

**IV. VOTES**

L'amendement n° 1 à l'article 2 est rejeté par 7 voix contre 3.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

*Le Rapporteur,*  
Alain ZENNER.

*Le Président,*  
Paul DE GRAUWE.

\*  
\* \*

**IV. STEMMINGEN**

Het amendement nr. 1 op artikel 2 wordt verworpen met 7 tegen 3 stemmen.

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

*De Rapporteur,*  
Alain ZENNER.

*De Voorzitter,*  
Paul DE GRAUWE.

\*  
\* \*

**TEXTE ADOPTÉ  
PAR LA COMMISSION**

\_\_\_\_\_

**Voir le doc. Sénat n° 2-508/4**

**TEKST AANGENOMEN  
DOOR DE COMMISSIE**

\_\_\_\_\_

**Zie Stuk Senaat nr. 2-508/4**